

CONVENTION

concernant la diminution de la teneur en zinc total dans les aliments complets pour porcs en phase d'engraissement

Entre, d'une part,

l'Autorité fédérale, représentée par les ministres de la Santé publique et de l'Agriculture,
dénommée ci-après l'Autorité,

et d'autre part,

les établissements belges pour la fabrication d'aliments composés, représentés via mandat par l'Association professionnelle des fabricants d'aliments composés pour animaux asbl (APFACA), siégeant rue de L'Hôpital 31 à 1000 Bruxelles, et représentée par M. SEURYNCK Luc, dans la fonction de président, et

les fabricant d'aliments à la ferme belges, représentés via mandat par la Vereniging van Zelfmengers vzw, établie Danegemstraat 6 à 8730 Oedelgem, et représentée par M. DEBOUVER Marc, dans la fonction de président,

dénommés ci-après les contractants,

il est convenu ce qui suit en ce qui concerne la production d'aliments complets pour porcs en phase d'engraissement :

1. Considérant que le secteur de l'alimentation animale est conscient du fait que la protection de l'environnement est un aspect important dans la composition des aliments composés;
2. Considérant que, dans le passé, le secteur de l'alimentation animale a collaboré de manière constructive à la réalisation des objectifs de protection environnementale contre la pollution par certaines substances dans l'alimentation animale qui peuvent être éliminées via le lisier;
3. Considérant l'avis du Centre d'expertise AMCRA (Center of Expertise on Antimicrobial Consumption and Resistance in Animals) du 5 novembre 2012 relatif à l'usage d'oxyde de

zinc (ZnO) chez les porcelets sevrés en Belgique en prévention de la diarrhée de sevrage;

4. Considérant que les prémélanges médicamenteux à teneur élevée en oxyde de zinc destinés à l'usage chez les porcelets, directement après sevrage, doivent être conformes au résumé des caractéristiques du produit, conformément à l'autorisation temporaire d'utilisation ou à la procédure de reconnaissance mutuelle;
5. Considérant que l'autorité et le secteur de l'alimentation animale ont la volonté de mettre en place une politique pertinente en matière d'utilisation des antibiotiques dans les élevages, et que l'usage d'un prémélange médicamenteux à teneur élevée en oxyde de zinc chez les porcelets directement après sevrage peut contribuer à réduire la consommation d'antibiotiques;
6. Considérant l'avis de l'EFSA de novembre 2012 relatif à la sécurité et l'efficacité des composés à base de zinc comme additif pour toutes les espèces animales : oxyde de zinc;
7. Considérant qu'une étude scientifique récente a démontré que les besoins physiologiques en zinc des porcs en phase d'engraissement sont inférieurs à la teneur maximale actuellement autorisée (150 mg/kg d'aliment complet pour porcs d'engraissement);
8. Considérant l'intention de la Commission européenne d'éventuellement encore abaisser dans le futur les teneurs en zinc maximales autorisées dans les aliments pour animaux afin de les faire correspondre aux besoins physiologiques;
9. Considérant la nécessité de diminuer la teneur en zinc total dans les aliments composés pour porcs en phase d'engraissement dans le but d'au moins compenser les émissions accrues de zinc dans l'environnement provoquées par l'usage d'aliments médicamenteux à teneur élevée en oxyde de zinc chez les porcelets directement après sevrage;
10. Considérant que, pour diminuer la teneur en zinc total dans les aliments pour porcs en phase d'engraissement, il est opportun de procéder par phases afin de pouvoir exclure les éventuels effets négatifs de teneurs réduites en zinc sur la santé animale, le bien-être des animaux ou les prestations zootechniques;
11. Considérant que le règlement (CE) n° 767/2009 prévoit que la teneur ajoutée en zinc doit être mentionnée sur l'étiquette des aliments composés pour animaux et des matières premières pour aliments des animaux;

les parties signataires conviennent de ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} : DÉFINITIONS

§ 1^{er}. Les définitions du règlement (CE) n° 767/2009 concernant la mise sur le marché et l'utilisation des aliments pour animaux et de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 établissant les conditions de préparation, de mise sur le marché et d'utilisation des aliments médicamenteux s'appliquent à la présente convention.

§ 2. Outre les définitions visées au § 1^{er}, les définitions suivantes sont aussi d'application :

1° Porcs en phase d'engraissement : porcs et porcelets à partir d'un poids de 23 kg (âgés de $\pm$ 10 semaines), destinés à l'engraissement;

2° Contractant : une organisation qui cosigne la présente convention au nom des producteurs qui l'ont mandatée à cette fin. Cette organisation est représentative de son secteur;

3° Producteur : fabricant d'aliments à la ferme ou fabricant d'aliments composés qui a mandaté un contractant, dont il est membre ou pas, pour signer la présente convention en son nom.

ARTICLE 2 : CHAMP D'APPLICATION ET BUT DE LA CONVENTION

§ 1^{er}. Relèvent du champ d'application de la présente convention, tous les aliments pour porcs en phase d'engraissement, destinés aux exploitations porcines belges.

§ 2. La présente convention a pour but de limiter les émissions de zinc dans l'environnement. Les producteurs s'engagent à diminuer de façon significative la quantité ajoutée de zinc dans les aliments pour porcs en phase d'engraissement par rapport à la dose maximale actuellement autorisée (150 mg/kg d'aliment complet), conformément au règlement (CE) n° 1831/2003. Ils prennent cet engagement, en tenant compte de l'utilisation possible d'aliments médicamenteux présentant une teneur accrue en oxyde de zinc chez les porcelets, directement après sevrage.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS POUR LES PRODUCTEURS ET CONTRACTANTS

§ 1^{er}. L'APFACA, la Vereniging van Zelfmengers et les producteurs œuvrent de concert pour diminuer la teneur en zinc dans les aliments pour porcs en phase d'engraissement.

§ 2. Les producteurs s'assurent que les aliments complets pour porcs en phase d'engraissement contiennent au maximum **110 mg de zinc total par kg d'aliment complet**.

Les aliments complémentaires et les matières premières pour aliments des animaux doivent également satisfaire à la teneur maximale mentionnée à l'alinéa 1^{er}, en tenant compte de leur part dans l'aliment complet (ration journalière).

§ 3. Pour ce qui est des écarts entre les valeurs mentionnées dans l'étiquetage et les valeurs analysées lors des contrôles officiels conformément au règlement (CE) n° 882/2004, les tolérances admises à l'annexe IV du règlement (CE) n° 767/2009 sont d'application.

§ 4. L'APFACA s'engage à informer et sensibiliser également les producteurs d'aliments pour porcs qui ne fabriquent pas d'aliments médicamenteux ainsi que les producteurs établis dans d'autres états membres qui fournissent des aliments pour porcs à des clients belges, afin d'attribuer à l'APFACA le mandat de souscrire à la convention en leur nom. Cette sensibilisation peut se faire notamment en faisant référence à la convention dans une série de cahiers des charges existants.

ARTICLE 4 : ADHÉSION

Un producteur qui souhaite adhérer à la présente convention doit se manifester auprès d'un contractant qu'il mandate afin de conclure la présente convention pour lui. En mandatant un contractant, le producteur marque son accord avec les dispositions de la présente convention et s'engage à respecter les obligations découlant de la présente convention.

ARTICLE 5 : PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE

§ 1^{er}. L'APFACA, en collaboration avec l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA), élaborera et mettra en œuvre un plan sectoriel d'échantillonnage afin de contrôler la teneur totale en zinc dans les aliments pour porcs en phase d'engraissement. Ce

plan d'échantillonnage sera élaboré dans les 60 jours qui suivent la signature de la présente convention.

§ 2. L'APFACA présentera les résultats du plan d'échantillonnage sur base annuelle à l'AFSCA, à l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (AFMPS) et au Service public fédéral Santé publique (SPF). L'AFSCA, l'AFMPS et le SPF auront accès aux données primaires anonymisées.

ARTICLE 6 : ÉVALUATION ET CONCERTATION

§ 1^{er}. Un organe de concertation composé au minimum comme suit est prévu :

- Un représentant du SPF – Direction générale Animaux, Végétaux et Alimentation
- Un représentant de l'AFSCA
- Un représentant de l'AFMPS
- Un représentant de chaque contractant participant.

La présidence et le secrétariat de cet organe de concertation seront assurés par la Direction générale Animaux, Végétaux et Alimentation du SPF.

§ 2. L'organe de concertation se réunira une première fois six mois après l'entrée en vigueur de la convention. Il se réunira ensuite au moins une fois par an, en janvier ou février, pour évaluer l'année civile écoulée. Le respect des engagements pris par les contractants sera évalué, en ce compris les résultats d'analyse, les griefs éventuels et les mesures correctives. Une concertation supplémentaire pourra être organisée sur simple demande d'un des contractants du SPF, de l'AFSCA ou de l'AFMPS.

§ 3. La concertation visée aux §§ 1^{er} et 2 peut conduire à une adaptation de la convention, moyennant l'accord des parties signataires.

§ 4. En particulier, les parties signataires évalueront, sur base annuelle, la possibilité de continuer à diminuer progressivement la teneur totale en zinc dans les aliments pour porcs en phase d'engraissement, en tenant compte notamment des (nouvelles) données scientifiques et des données de pratique relatives aux éventuels effets observés au cours de l'année civile écoulée sur la santé animale, le bien-être des animaux ou les prestations zootechniques.

ARTICLE 7 : NON-RESPECT DE LA CONVENTION

Après la concertation d'évaluation, les producteurs qui n'ont pas respecté la convention, recevront un courrier de la Direction générale Animaux, Végétaux et Alimentation du SPF, les informant des engagements qu'ils n'ont pas respectés et les priant de prendre des mesures correctives. Ce sans préjudice des mesures prises en cas d'infraction à la législation.

Les contractants recevront une copie du courrier adressé aux producteurs dont ils ont obtenus un mandat dans le cadre de la présente convention.

Le producteur communique à la Direction générale Animaux, Végétaux et Alimentation du SPF, dans les 30 jours qui suivent la réception du courrier, les mesures correctives qu'il a entreprises pour remédier aux manquements. S'il n'a pris aucune mesure corrective, ou s'il ne les a pas communiquées à l'Autorité dans le délai imparti, il sera exclu de la convention.

ARTICLE 8 : DISPOSITIONS FINALES

§ 1^{er}. La présente convention prend cours au 1^{er} septembre 2013. Elle est d'application pour une durée indéterminée, jusqu'à ce qu'une ou les deux parties résilient la convention selon les modalités décrites aux §§ 2 et 3.

§ 2. Les contractants et l'Autorité peuvent résilier la convention moyennant une lettre recommandée motivée à/aux autre(s) partie(s). Le préavis s'élève dans ce cas à 3 mois. Si toutes les parties décident de mettre fin à la convention, la décision peut prendre effet immédiatement, et ce à partir du moment où les deux parties se le font savoir.

§ 3. L'Autorité se réserve le droit de rompre la convention en cas de non-respect par les contractants, et ce sans préavis. Le SPF Santé publique en informe les contractants par écrit.

§ 4. La présente convention ne peut pas servir à remplacer ni à déroger dans un sens moins strict à une réglementation existante ou future. Si une réglementation fixant des exigences plus strictes que celles convenues dans la présente convention est promulguée a posteriori, cette dernière est aussitôt annulée.

Fait à Buxelles.....28. AOÛT. 2013... 2013 en quatre exemplaires, dont un destiné à chaque partie signataire ⁽¹⁾.

La Ministre de la Santé publique

La Ministre de l'Agriculture



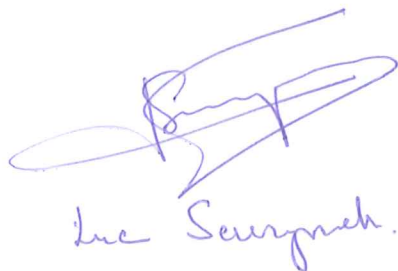
Laurette ONKELINX



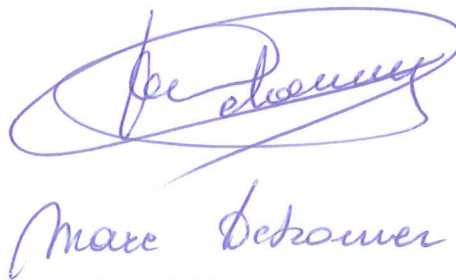
Sabine LARUELLE

Pour APFACA asbl et les producteurs,

Pour la Vereniging van Zelfmengers vzw et les producteurs,

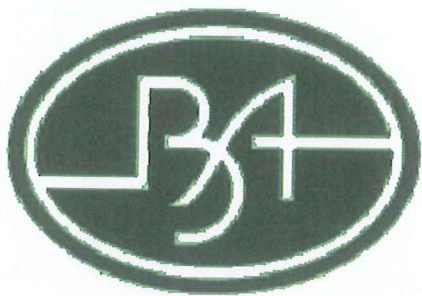


Le président



Le président

⁽¹⁾ Chaque page de la convention doit être paraphée par les parties signataires.



CONVENANT

betreffende de verlaging van het gehalte aan totaal zink in volledige diervoeders voor varkens in de afmestfase

Tussen enerzijds,

de Federale Overheid, vertegenwoordigd door de Ministers van Volksgezondheid en van Landbouw,

hierna genoemd de Overheid,

en anderzijds,

de Belgische inrichtingen voor de vervaardiging van mengvoeders, vertegenwoordigd via mandaat door de Beroepsvereniging van de Mengvoederfabrikanten vzw (BEMEFA), met haar zetel te Gasthuisstraat 31 te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door dhr. SEURYNCK Luc, in de functie van voorzitter, en

de Belgische zelfmengers, vertegenwoordigd via mandaat door de Vereniging van Zelfmengers vzw, gevestigd te Danegemstraat 6, 8730 Oedelgem, vertegenwoordigd door dhr. DEBOUVER Marc, in de functie van voorzitter,

hierna genoemd de contractanten,

wordt het volgende overeengekomen aangaande de productie van volledige diervoeders voor varkens in de afmestfase:

1. Overwegende dat de diervoedersector zich ervan bewust is dat de bescherming van het leefmilieu een belangrijk aspect is bij het samenstellen van mengvoeders;
2. Overwegende dat de diervoedersector in het verleden op een constructieve manier heeft meegewerkt aan de verwezenlijking van de doelstellingen inzake de bescherming van het leefmilieu tegen de verontreiniging door bepaalde stoffen in de diervoeding, die kunnen worden uitgescheiden via de mest;
3. Overwegende het advies van het Kenniscentrum AMCRA (Center of Expertise on Antimicrobial Consumption and Resistance in Animals) van 5 november 2012 aangaande

- het gebruik van zinkoxide (ZnO) bij gespeende biggen in België ter preventie van speendiarree;
4. Overwegende dat het gebruik van gemedicineerde voormengsels met een hoog gehalte aan zinkoxide voor gebruik bij biggen, direct na het spenen, in overeenstemming dient te zijn met de samenvatting van de kenmerken van het product overeenkomstig de tijdelijke gebruiksvergunning of de wederzijdse erkenningsprocedure;
 5. Overwegende dat de overheid en de diervoedersector een goed beleid aangaande het gebruik van antibiotica in de veehouderij willen bewerkstelligen en dat het gebruik van een gemedicineerd voormengsel met een hoog gehalte aan zinkoxide bij biggen direct na het spenen een bijdrage kan leveren in het verminderen van het antibioticagebruik;
 6. Overwegende het EFSA-advies van november 2012 aangaande de veiligheid en effectiviteit van zinkverbindingen als additief voor alle diersoorten: zinkoxide;
 7. Overwegende dat recent wetenschappelijk onderzoek heeft aangetoond dat de fysiologische behoeften aan zink bij varkens in de afmestfase lager liggen dan het momenteel toegelaten maximumgehalte (150 mg/kg volledig diervoeder voor mestvarkens);
 8. Overwegende de intentie van de Europese Commissie om de toegelaten maximumgehalten aan zink in diervoeders in de toekomst eventueel nog verder te verlagen teneinde deze in lijn te brengen met de fysiologische behoeften;
 9. Overwegende de noodzaak om het gehalte aan totaal zink in mengvoeders voor varkens in de afmestfase te verlagen teneinde de verhoogde zinkuitstoot in het milieu, veroorzaakt door het gebruik van gemedicineerde voeders met een hoog gehalte aan zinkoxide bij biggen direct na het spenen, minstens te compenseren;
 10. Overwegende dat het aangewezen is om dit totaal zinkgehalte in voeders voor varkens in de afmestfase gefaseerd te verlagen teneinde eventuele negatieve effecten van verlaagde zinkgehalten op de diergezondheid, het dierenwelzijn of de zoötechnische prestaties te kunnen uitsluiten;
 11. Overwegende dat verordening (EG) nr. 767/2009 bepaalt dat het toegevoegd gehalte aan zink dient te worden vermeld op het etiket van mengvoeders en voedermiddelen;

Komen de ondertekende partijen overeen wat volgt.

ARTIKEL 1: DEFINITIES

§ 1. Voor dit convenant gelden de definities van verordening (EG) nr. 767/2009 betreffende het in de handel brengen en het gebruik van diervoeders en van het koninklijk besluit van 21 december 2006 tot vaststelling van de voorwaarden voor de bereiding, het in de handel brengen en het gebruik van gemedicineerde voeders.

§ 2. Naast de in § 1 bedoelde definities gelden eveneens de volgende definities:

1° Varkens in de afmestfase: varkens en biggen vanaf een gewicht van 23 kg ($\pm$ 10 weken leeftijd), bestemd voor de afmesting;

2° Contractant: een organisatie die dit convenant mee ondertekent in naam van de producenten die haar hiertoe een mandaat hebben verleend. Deze organisatie is representatief voor haar sector;

3° Producent: zelfmenger of fabrikant van mengvoeders die een contractant, waarvan hij al dan niet lid is, een mandaat heeft verleend om in zijn naam dit convenant te ondertekenen.

ARTIKEL 2: TOEPASSINGSGEBIED EN DOEL VAN HET CONVENANT

§ 1. Onder het toepassingsgebied van dit convenant vallen alle diervoeders voor varkens in de afmestfase, bestemd voor Belgische varkensbedrijven.

§ 2. Dit convenant heeft tot doel de uitstoot van zink in het milieu te beperken. De producenten engageren zich ertoe om in diervoeders voor varkens in de afmestfase de toegevoegde hoeveelheid zink significant te verlagen in vergelijking met de momenteel toegelaten maximumdosis (150 mg/kg volledig diervoeder) volgens verordening (EG) nr. 1831/2003. Zij gaan dit engagement aan, rekening houdend met het mogelijke gebruik van gemedicineerde voeders met een verhoogd gehalte aan zinkoxide bij biggen, direct na het spenen.

ARTIKEL 3: VERBINTENISSEN VOOR DE PRODUCENTEN EN DE CONTRACTANTEN

§ 1. BEMEFA, de Vereniging van zelfmengers en de producenten streven er gezamenlijk naar om het zinkgehalte in diervoeders voor varkens in de afmestfase te verlagen.

§ 2. De producenten zorgen ervoor dat volledige diervoeders voor varkens in de afmestfase maximum **110 mg totaal zink per kg volledig diervoeder** bevatten.

Aanvullende diervoeders en voedermiddelen moeten, rekening houdend met hun aandeel in het volledig diervoeder (dagrantsoen), eveneens aan het in het eerste lid vermelde maximumgehalte voldoen.

§ 3. Voor afwijkingen tussen de in de etikettering vermelde waarden en de bij de officiële controles overeenkomstig verordening (EG) nr. 882/2004 geanalyseerde waarden, gelden de toegestane toleranties van bijlage IV van verordening (EG) nr. 767/2009.

§ 4. BEMEFA engageert zich ertoe om ook producenten van varkensvoeders die geen gemedicineerde voeders aanmaken evenals producenten gevestigd in andere lidstaten die varkensvoeders leveren aan Belgische klanten te informeren en te sensibiliseren, teneinde aan Bemefa het mandaat te verlenen om het convenant ook in hun naam te onderschrijven. Deze sensibilisering kan onder meer gebeuren door een verwijzing naar dit convenant op te nemen in een aantal bestaande lastenboeken.

ARTIKEL 4: TOETREDING

Een producent die wil toetreden tot dit convenant moet zich aanmelden bij een contractant die hij mandateert om dit convenant voor hem aan te gaan. Door het mandateren van een contractant verklaart de producent zich akkoord met de bepalingen van dit convenant en verbindt hij zich tot de naleving van de verbintenissen voortvloeiend uit dit convenant.

ARTIKEL 5: BEMONSTERINGSPLAN

§ 1. BEMEFA zal, in samenwerking met het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen (FAVV), een sectoraal bemonsteringsplan uitwerken en implementeren teneinde het totaal gehalte aan zink in voeders voor varkens in de afmestfase te monitoren. Dit bemonsteringsplan zal binnen de 60 dagen na ondertekening van het convenant worden uitgewerkt.

§ 2. De resultaten van het bemonsteringsplan zullen jaarlijks door BEMEFA aan het FAVV, het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten (FAGG) en de Federale

Overheidsdienst Volksgezondheid (FOD) worden gepresenteerd. Het FAVV, het FAGG en de FOD zullen toegang krijgen tot de geanonimiseerde primaire gegevens.

ARTIKEL 6: EVALUATIE EN OVERLEG

§ 1. Een overlegorgaan wordt voorzien, met minstens de volgende samenstelling:

- Een vertegenwoordiger van de FOD - Directoraat-generaal Dier, Plant en Voeding
- Een vertegenwoordiger van het FAVV
- Een vertegenwoordiger van het FAGG
- Een vertegenwoordiger van elk van de deelnemende contractanten.

Het voorzitterschap en het secretariaat van dit overlegorgaan worden waargenomen door het Directoraat-generaal Dier, Plant en Voeding van de FOD.

§ 2. Het overlegorgaan zal de eerste keer bijeenkomen zes maanden na de inwerkingtreding van het convenant. Vervolgens komt het minstens eenmaal per jaar samen, namelijk in januari of februari, voor een evaluatie van het voorbije kalenderjaar. De naleving van de verbintenissen, aangegaan door de contractanten, wordt geëvalueerd, met inbegrip van de analyseresultaten, de eventuele bezwaren en de corrigerende maatregelen. Op eenvoudig verzoek van een van de contractanten, de FOD, het FAVV of het FAGG, kan een bijkomend overleg plaatsvinden.

§ 3. Het overleg bedoeld in §§ 1 en 2 kan, indien de ondertekenende partijen zich akkoord verklaren, leiden tot een aanpassing van het Convenant.

§ 4. In het bijzonder evalueren de ondertekenende partijen jaarlijks de mogelijkheid om het totale zinkgehalte in voeders voor varkens in de afmestfase stapsgewijs verder te verlagen, hierbij onder meer rekening houdend met (nieuwe) wetenschappelijke gegevens evenals met praktijkgegevens met betrekking tot eventuele effecten op de diergezondheid, het dierenwelzijn of de zoötechnische prestaties die werden waargenomen in het voorbije kalenderjaar.

ARTIKEL 7: NIET NAKOMEN VAN HET CONVENANT

Na het evaluatieoverleg zullen de producenten die het convenant niet hebben nageleefd, een schrijven ontvangen van het Directoraat-generaal Dier, Plant en Voeding van de FOD, waarin hen wordt meegedeeld welke verbintenissen zij niet hebben nageleefd en waarin zij worden verzocht om corrigerende maatregelen te nemen. Dit onverminderd de maatregelen die genomen worden bij overtreding van de wetgeving.

De contractanten zullen een kopie ontvangen van het schrijven aan de producenten van wie zij een mandaat hebben verkregen in het kader van dit convenant.

De producent deelt binnen de 30 dagen na de ontvangst van het schrijven aan het Directoraat-generaal Dier, Plant en Voeding van de FOD mee welke corrigerende maatregelen hij heeft ondernomen om tegemoet te komen aan de tekortkomingen. Indien hij geen corrigerende maatregelen heeft genomen of deze niet heeft meegedeeld aan de overheid binnen de voorziene termijn, wordt hij uitgesloten van het convenant.

ARTIKEL 8: SLOTBEPALINGEN

§ 1. Dit convenant gaat in op 1 september 2013. Het geldt voor onbepaalde duur tot wanneer 1 of beide partijen het convenant opzeggen volgens de in §§ 2 en 3 beschreven modaliteiten.

§ 2. De contractanten en de Overheid kunnen het convenant opzeggen mits een gemotiveerd aangetekend schrijven naar de andere partij(en). De opzeggingstermijn bedraagt in dat geval 3 maanden. Indien alle partijen beslissen om het convenant stop te zetten, kan dat met onmiddellijke ingang en dit vanaf het moment dat beide partijen dit aan elkaar te kennen geven.

§ 3. De Overheid behoudt zich het recht voor om het convenant te verbreken bij niet-naleving door de contractanten en dit zonder opzeggingstermijn. De FOD Volksgezondheid stelt de contractanten hiervan schriftelijk in kennis.

§ 4. Dit Convenant kan niet gebruikt worden ter vervanging noch ter afwijking in minder strenge zin van bestaande of toekomstige regelgeving. Indien er a posteriori regelgeving wordt uitgevaardigd die strengere eisen vastlegt dan overeengekomen in voorliggend convenant, komt dit onmiddellijk te vervallen.

Opgemaakt te **28 AOUT 2013** op *Brussel* 2013 in vier exemplaren waarvan één bestemd voor iedere ondertekende ⁽¹⁾ partij.

De Minister van Volksgezondheid

De Minister van Landbouw

Laurette ONKELINX

Sabine LARUELLE

Voor BEMEFA vzw en de producenten,

Voor de Vereniging van Zelfmengers vzw
en de producenten,

De voorzitter

De voorzitter

⁽¹⁾ Iedere bladzijde van het Convenant dient geparafeerd te worden door de ondertekenende partijen.